

Après l'assemblée générale de dimanche

Ecolo, du grand soir au petit matin

C'est vrai que certains se sont réveillés avec la gueule de bois, mais enfin, notre réunion hebdomadaire du MPM a bien eu lieu et, comme d'habitude, elle a passé en revue l'actualité politique de la semaine. Les uns avec des pieds de plomb, l'esprit couvert d'un voile d'acrimonie, les autres pleins d'entrain, et l'âme sereine d'un lendemain de victoire, ministres (M), parlementaires (P) et représentants du mouvement (M) ont donc tous repris le chemin des classes hier matin après un dimanche historique que les annales écologistes retiendront peut-être comme une verte journée d'école buissonnière, comprise ici comme une fugue, là comme un ressourcement. Il y aura donc l'avant et l'après AG de Bruxelles. Et sous la direction d'une équipe qui n'avait jamais fait de la « continuité » avec ses prédécesseurs un argument de campagne,

En filigrane, le débat sur la participation au pouvoir a sans doute déterminé largement le choix des membres. A cet égard, Jacky Morael avait cristallisé les tensions. Paradoxalement, jusqu'à payer l'addition de la victoire du 13 juin.

photo Belga



l'Ecolo post-28 novembre, est donc logiquement attendu au tournant des accents nouveaux que Philippe Defeyt, Jacques Bauduin et Brigitte Ernst se sont faits forts d'imprimer au parti.

« Et il faudra faire vite, notamment parce que l'échéance des élections communales se profile, le genre de rendez-vous qui se prépare bien à l'avance », explique Pascal Delwit, politologue de l'ULB. « Le trio des vainqueurs va devoir gérer sa victoire, chercher une sorte de synthèse afin le parti puisse fonctionner correctement et efficacement. Aussi, Defeyt, Bauduin et Ernst devront-ils faire preuve de souplesse. A deux égards. En interne d'abord, vu qu'ils n'avaient les faveurs ni des ministres écolos ni, globalement, des gens qui font concrètement tourner la machine. En externe ensuite, vis-à-vis surtout de leurs partenaires-adversaires gouvernementaux, aux yeux desquels subsiste une inconnue, relative à leur comportement par rapport à la participation d'Ecolo à la coalition arc-en-ciel. »

Par-delà la cuisine interne d'un parti appelé à se (re) pencher sur sa propre organisation dès lors que l'équipe gagnante prétend y revaloriser « la liberté de parole » et la « délibération », la question du jour est plus triviale évidemment, et concerne davantage l'usage qu'Ecolo compte faire de ses portefeuilles ministériels. Si, publiquement, la participation aux affaires n'a jamais représenté un thème majeur des échanges de vue entre les deux équipes — l'une et l'autre se faisant un devoir de la « réussir » —, la question continue cependant d'alimenter le débat en sous main. Pour Pascal Delwit, c'est là d'ailleurs « le clivage central, celui qui a largement déterminé le vote de dimanche ». « Il n'y avait pas les participationnistes d'un côté, les anti-participationnistes de l'autre. Ce n'est pas si simple. Mais il reste que le rapport à la participation a bel et bien distingué les équipes en lice et c'est ce facteur-là qui, à mon sens, a motivé le choix des membres. J'ai vraiment le sentiment que les partisans de Defeyt se recrutaient chez celles et ceux qui avaient voté contre la participation le 10 juillet dernier, alors que l'équipe Burnotte-Henry-Coenen a capté les participationnistes. En ce sens, la relation entre le 10 juillet et le 28 novembre n'est pas mécanique, mais elle est significative tout de même. »

Politologue lui aussi, à l'UCL, Benoît Rihoux, invite

cependant à la prudence dans l'analyse : « Defeyt et Ernst, que l'on connaît mieux, sont des participationnistes convaincus, des pragmatiques. Le premier l'avait montré lors des négociations sur les écotaxes, la seconde à Liège, dans la majorité communale. Franchement, je crois que les leaders et les militants écologistes sont très largement acquis à l'idée du pou-

voir. Parmi les Verts européens, c'est sans doute chez Ecolo qu'il y a le plus de participationnistes ». De là à conforter en leur sein le premier d'entre eux, il y a un pas tout de même, celui qui a vu trébucher un certain Jacky Morael.

● David Coppi

Grève à la SNCB les 3 et 4 décembre

Tout risque n'est pas écarté

L'accord social intervenu vendredi soir entre la direction de la société nationale des chemins de fer belges (SNCB) et les syndicats lève-t-il toutes les menaces de grève qui pèsent sur le réseau ferroviaire belge pour ces 3 et 4 décembre ? Rien n'est moins sûr.

L'accord intervient à effet après des négociations menées avec les syndicats SCCC (chrétien) et CGSP (socialiste), les seules organisations de travail reconnues à la SNCB. Or, les motifs de grève ne viennent pas du tout de ces syndicats. Ils viennent essentiellement, pour le préavis du 3 décembre, des conducteurs rassemblés au sein du Syntat indépendant des cheminots (SIC) et, pour ceux qui veulent ne pas rouler le lendemain, jour du mariage princier, d'une base spontanée qui correspond en fait plus ou moins à l'organisation « loco ».

Le week-end passé, ombre de conducteurs soulignaient que, si l'accord donne effectivement des avantages salariaux (pour les cheminots) et des garanties quant à l'emploi, « il ne tient pas du tout compte des revendications particulières des conducteurs, entre autres en matière de recrutement ». Or, c'est là une revendication fondamentale puisque le manque criant de conducteurs est à l'origine de la dégradation — qu'elle soit corporatiste ne change rien, il sa réalité — de cette catégorie

de cheminots en les obligeant des prestations extrêmement lourdes. Dans ces conditions, il est évident que, du côté du SIC, on est très tenté de maintenir la grève de vendredi, ne serait-ce que pour prouver qu'on est incontournable à une table de négociations sociales. Quant aux candidats-grévistes pour vendredi, ils se tâtent mais restent eux aussi manifestement très tentés (quelques locomotives judicieusement arrêtées, et tout le réseau est paralysé) mais doivent tenir compte qu'ils ne sont couverts par personne et qu'ils se mettraient sévèrement l'opinion publique à dos.

Il nous revient par ailleurs que le conseil des ministres n'a pu, la semaine dernière, se mettre d'accord sur la nomination d'un nouvel administrateur de la SNCB, en remplacement du socialiste Michel Debauque, atteint par la limite d'âge. La ministre des Transports, Isabelle Durant, proposait en effet une femme, Isabelle Cassiers, chercheur à l'UCL, mais dont le CV et la flopée de diplômes très brillants n'indiquent en rien une quelconque compétence ferroviaire. Selon nos informations, le PRL est monté au créneau pour s'opposer à cette nomination et obtenir la désignation d'un administrateur compétent en la matière. Un choix qui pourrait être fait lors du conseil des ministres de cette semaine.

● Marc Vandermeir

Le Matin
30/11/1999

Après l'assemblée générale de dimanche

Ecolo, du grand soir au petit matin

C'est vrai que certains se sont réveillés avec la gueule de bois, mais enfin, notre réunion hebdomadaire du MPM a bien eu lieu et, comme d'habitude, elle a passé en revue l'actualité politique de la semaine. Les uns avec des pieds de plomb, l'esprit couvert d'un voile d'acrimonie, les autres pleins d'entrain, et l'âme sereine d'un lendemain de victoire, ministres (M), parlementaires (P) et représentants du mouvement (M) ont donc tous repris le chemin des classes hier matin après un dimanche historique que les annales écologistes retiendront peut-être comme une verte journée d'école buissonnière, comprise ici comme une fugue, là comme un ressourcement.

Il y aura donc l'avant et l'après AG de Bruxelles. Et sous la direction d'une équipe qui n'avait jamais fait de la « continuité » avec ses prédécesseurs un argument de campagne,

l'Ecolo post-28 novembre, est donc logiquement attendu au tournant des accents nouveaux que Philippe Defeyt, Jacques Bauduin et Brigitte Ernst se sont faits forts d'imprimer au parti.

« Et il faudra faire vite, notamment parce que l'échéance des élections communales se profile, le genre de rendez-vous qui se prépare bien à l'avance », explique Pascal Delwit, politologue de l'ULB. « Le trio des vainqueurs va devoir gérer sa victoire, chercher une sorte de synthèse afin le parti puisse fonctionner correctement et efficacement. Aussi, Defeyt, Bauduin et Ernst devront-ils faire preuve de souplesse. A deux égards. En interne d'abord, vu qu'ils n'avaient les faveurs ni des ministres écologistes, ni, globalement, des gens qui font concrètement tourner la machine. En externe ensuite, vis-à-vis surtout de leurs partenaires-adversaires gouvernementaux, aux yeux desquels subsiste une inconnue, relative à leur comportement par rapport à la participation d'Ecolo à la coalition arc-en-ciel. »

Par-delà la cuisine interne d'un parti appelé à se (re) pencher sur sa propre organisation dès lors que l'équipe gagnante prétend y revaloriser « la liberté de parole » et la « délibération », la question du jour est plus triviale évidemment, et concerne davantage l'usage qu'Ecolo compte faire de ses portefeuilles ministériels. Si, publiquement, la participation aux affaires n'a jamais représenté un thème majeur des échanges de vue entre les deux équipes — l'une et l'autre se faisant un devoir de la « réussir » —, la question continue cependant d'alimenter le débat en sous main. Pour Pascal Delwit, c'est là d'ailleurs « le clivage central, celui qui a largement déterminé le vote de dimanche ». « Il n'y avait pas les participationnistes d'un côté, les anti-participationnistes de l'autre. Ce n'est pas si simple. Mais il reste que le rapport à la participation a bel et bien distingué les équipes en lice et c'est ce facteur-là qui, à mon sens, a motivé le choix des membres. J'ai vraiment le sentiment que les partisans de Defeyt se recrutaient chez celles et ceux qui avaient voté contre la participation le 10 juillet dernier, alors que l'équipe Burnotte-Henry-Coenen a capté les participationnistes. En ce sens, la relation entre le 10 juillet et le 28 novembre n'est pas mécanique, mais elle est significative tout de même. »

Politologue lui aussi, à l'UCL, Benoît Rihoux, invite

cependant à la prudence dans l'analyse : « Defeyt et Ernst, que l'on connaît mieux, sont des participationnistes convaincus, des pragmatiques. Le premier l'avait montré lors des négociations sur les écotaxes, la seconde à Liège, dans la majorité communale. Franchement, je crois que les leaders et les militants écologistes sont très largement acquis à l'idée du pou-

voir. Parmi les Verts européens, c'est sans doute chez Ecolo qu'il y a le plus de participationnistes ». De là à conforter en leur sein le premier d'entre eux, il y a un pas tout de même, celui qui a vu trébucher un certain Jacky Moraël.

● David Coppi

Grève à la SNCB les 3 et 4 décembre

Tout risque n'est pas écarté

L'accord social intervenu vendredi soir entre la direction de la Société nationale des chemins de fer belges (SNCB) et les syndicats lève-t-il toutes les menaces de grève qui pèsent sur le réseau ferroviaire belge pour ces 3 et — peut-être — 4 décembre ? Rien n'est moins sûr.

L'accord intervient en effet après des négociations menées avec les syndicats SCCC (chrétien) et CGSP (socialiste), les seules organisations de travail reconnues à la SNCB. Or, les mots d'ordre de grève ne viennent pas du tout de ces syndicats. Ils viennent essentiellement, pour le préavis du 3 décembre, des conducteurs rassemblés au sein du Syndicat indépendant des cheminots (SIC) et, pour ceux qui veulent ne pas rouler le lendemain, jour du mariage princier, d'une base spontanée qui correspond en fait plus ou moins à l'organisation « loco ».

Le week-end passé, nombre de conducteurs soulignaient que, si l'accord donne effectivement des avantages salariaux (pour tous les cheminots) et des garanties quant à l'emploi, « il ne tient pas du tout compte des revendications particulières des conducteurs, entre autres en matière de recrutement ». Or, c'est là une revendication fondamentale puisque le manque criant de conducteurs est à l'origine de la grogne — qu'elle soit corporatiste ne change rien, ici, à sa réalité — de cette catégorie

de cheminots en les obligeant des prestations extrêmement lourdes. Dans ces conditions, il est évident que, du côté du SIC, on est très tenté de maintenir la grève de vendredi, ne serait-ce que pour prouver qu'on est incontournable à une table de négociations sociales. Quant aux candidats-grévistes pour vendredi, ils se tâtent mais restent eux aussi manifestement très tentés (quelques locomotives judicieusement arrêtées, et tout le réseau est paralysé) mais doivent tenir compte qu'ils ne sont couverts par personne et qu'ils se mettraient sévèrement l'opinion publique à dos.

Il nous revient par ailleurs que le conseil des ministres n'a pu, la semaine dernière, se mettre d'accord sur la nomination d'un nouvel administrateur de la SNCB, en remplacement du socialiste Michel Debauque, atteint par la limite d'âge. La ministre des Transports, Isabelle Durant, proposait en effet une femme, Isabelle Cassiers, chercheur à l'UCL, mais dont le CV et la flopée de diplômes très brillants n'indiquent en rien une quelconque compétence ferroviaire. Selon nos informations, le PRL est monté au créneau pour s'opposer à cette nomination et obtenir la désignation d'un administrateur compétent en la matière. Un choix qui pourrait être fait lors du conseil des ministres de cette semaine.

● Marc Vandermeir

En filigrane, le débat sur la participation au pouvoir a sans doute déterminé largement le choix des membres. A cet égard, Jacky Moraël avait cristallisé les tensions. Paradoxalement, jusqu'à payer l'addition de la victoire du 13 juin.

photo Belga



Le Matin
30/11/1993